



PLAN LOCAL D'URBANISME DE Saint-Etienne-sur-Suippe

Annexes Dossier approbation

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme
PLU approuvé par délibération communautaire du

**Pour la Présidente
Le Vice-Président
Pierre GEORGIN**



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-51 DU CODE DE L'URBANISME	3
ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-52 DU CODE DE L'URBANISME	13
LES PERIMETRES A L'INTERIEUR DESQUELS S'APPLIQUE LE DROIT DE PREEMPTION URBAIN DEFINI PAR LES ARTICLES L. 211-1 ET SUIVANTS, AINSI QUE LES PERIMETRES PROVISOIRES OU DEFINITIFS DES ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE	14
LE PERIMETRE DES SECTEURS RELATIFS AU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 331-14 ET L. 331-15	15
ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-53 DU CODE DE L'URBANISME	16
LES ZONES DELIMITEES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2224-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET LES SCHEMAS DES RESEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT ET DES SYSTEMES D'ELIMINATION DES DECHETS, EXISTANTS OU EN COURS DE REALISATION, EN PRECISANT LES EMPLACEMENTS RETENUS POUR LE CAPTAGE, LE TRAITEMENT ET LE STOCKAGE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION, LES STATIONS D'EPURATION DES EAUX USEES ET LE STOCKAGE ET LE TRAITEMENT DES DECHETS	17
3.1 Traitement et stockage des eaux destinées à la consommation et station d'épuration des eaux usées	17
3.2 L'alimentation en eau potable	17
3.3 Traitement et système d'élimination des déchets	18

ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-51 DU CODE DE L'URBANISME

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
A 4	Conservation des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eaux	<p>Servitudes relatives au passage des engins mécaniques d'entretien sur les berges et dans le lit des cours d'eaux non domaniaux</p> <p>La Suippe</p> <p>Effets principaux : Obligation de libre passage des engins et des personnes assurant l'entretien des berges Autorisation préalable à divers modes d'occupation des sols</p>	<p>Loi 64-245 - Art. 37 du 16.12.1964 alinéa 2 Code Rural L 1 titre III art. 100 et 101 Décret 59-96 du 07.01.1959 et 60-419 du 25.04.1960</p> <p>En application : Servitudes instituées par arrêté préfectoral du 15/06/2015</p>	<p>Direction Départementale des Territoires Service Eau, Environnement, Préservation des Ressources Cité Administrative 51036 CHALONS-en-CHAMPAGNE CEDEX</p>
CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
AS 1	Conservation des eaux - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales	<p>Périmètres de protection du champ captant de la commune de</p> <p>AUMÉNANCOURT, aux lieux-dits « le Chemin de Guerlet, « les Grands Coupons » et « les Courtes Mains », dont une partie des périmètres de protection empiète sur la commune de Saint-Etienne-sur-Suippe.</p>	<p>Pris en application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique. Décret 61-859 du 01.08.1961 modifié par le décret 67-1093 du 15.12.1967.</p> <p>Arrêté préfectoral du 22/03/2005 modifié par arrêté préfectoral du 09/09/2016</p>	<p>Agence Régionale de la Santé Délégation territoriale Marne Service santé environnement Complexe tertiaire Mont Bernard 6 rue Dom Pérignon CS 40513 51007 CHALONS-en-CHAMPAGNE cedex</p>

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
T 7	Relations aériennes - Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (<i>couvre l'ensemble du territoire communal</i>)	Servitude attachée à la protection de la circulation aérienne. Effets principaux : Autorisation des ministres chargés de l'aviation civile et des armées pour les installations de grande hauteur - 50 m hors agglomération - 100 m en agglomération	Code de l'Aviation Civile : Art. R 244-1, D 244-1 à D 244-4. Arrêté interministériel du 25 Juillet 1990.	Armée de terre Etat Major de Zone de Défense Metz D.AFM/B.SEU 1, boulevard Clemenceau CS 30001 57044 METZ cedex 1 DGAC-SNIA 210 route d'Allemagne BP 606 69125 LYON SAINT EXUPERY Région Aérienne Nord-Est (R.A.N.E.) Section Environnement Aéronautique - VELIZY 78129 VILLACOUBLAY-AIR

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
I 4	Électricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Servitude d'ancrage, d'appui, de passage et d'élagage d'arbres relatives aux ouvrages électriques. Profitant : 1) au réseau d'alimentation publique HTA et BT	Lois, décrets et arrêtés en vigueur dont Décret n°91-1147 du 14/10/1991 Arrêté du 16 novembre 1994	E.R.D.F. Service Reims Champagne 2 Rue St-Charles 51095 REIMS CEDEX



PREFECTURE DE LA MARNE

Agence Régionale de Santé
Alsace Champagne-
Ardenne Lorraine
Délégation Territoriale
de la Marne
Service
Santé-Environnement

**Arrêté portant modification de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2005 relatif
à la déclaration d'utilité publique concernant l'instauration des périmètres
de protection du champ captant d'AUMENANCOURT**

**Communauté d'Agglomération Reims Métropole
Communes d'AUMENANCOURT et de SAINT ETIENNE SUR SUIPPE**

Le Préfet du département de la Marne,

VU :

- le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;
- le code de l'environnement et notamment ses articles L. 214-1 à L. 214-6, L. 214-8 et L.215-13 et R.214-53 ;
- le code forestier et notamment les articles L. 311-1, L. 312-1, L. 411-1 et R. 412-19 à R. 412-27 ;
- le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R. 11-4 à R. 11-14 ;
- le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123-16, L. 126-1 et R. 123-22 à R. 123-23 ;
- le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article R. 2224-34 ;
- le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Denis CONUS, Préfet du département de la Marne ;
- la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les Agences Régionales de Santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les Agences Régionales de Santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;
- l'arrêté du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine ;
- l'arrêté du 24 février 2016 portant délégation de signature à Monsieur Benoît CROCHET en qualité de Directeur Général délégué de l'Agence Régionale de Santé Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine ;

1 / 5

- le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- l'instruction ministérielle en date du 24 mars 2010 relative aux relations entre les Préfets et les Agences Régionales de Santé (ARS) ;
- le protocole départemental relatif aux relations entre le Préfet du département de la Marne et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS) du 24 avril 2013 ;
- le décret n° 2007-49 du 11 Janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
- l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;
- l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine ;
- l'arrêté préfectoral du 16 décembre 1977 portant déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'alimentation en eau potable du captage situé sur la commune de Saint Etienne sur Suippe ;
- l'arrêté préfectoral du 22 mars 2005 portant déclaration d'utilité publique de définition des périmètres de protection du champ captant situé à Auménancourt ;
- l'arrêté interpréfectoral du 7 décembre 2005 au titre de la Loi sur l'eau relatif à l'autorisation des prélèvements d'eau dans le milieu naturel ;
- l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2010 prorogeant les effets de la déclaration, par l'arrêté préfectoral du 22 mars 2005, de l'utilité publique des acquisitions de terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate des captages ;
- le dossier de définition des périmètres de protection des captages situés sur la commune d'Auménancourt lieux-dits « Le Chemin de Guerlet », « Les Grands Coupons » et « Les Courtes Mains » d'indices de classement : 108-6X-0012 ; 108-6X-0016 ; 108-6X-0033 ; 108-6X-0038 ; 108-6X-0046 ; 108-6X-0047, destinés à l'alimentation en eau potable de la Communauté d'Agglomération Reims Métropole et des communes d'Auménancourt et Saint Etienne sur Suippe ;
- le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2004, dans les communes d'Auménancourt, Bourgogne et Saint Etienne sur Suippe, en vue de la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des captages de la Communauté d'Agglomération Reims Métropole, situés à Auménancourt, lieux-dits « Le Chemin de Guerlet », « Le Grand Coupon » et « Les Courtes Mains » ;

CONSIDERANT :

- que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes d'Auménancourt et Saint Etienne sur Suippe sont justifiés ;
- que les captages d'Auménancourt et Saint Etienne sur Suippe se trouvent au sein du champ captant d'Auménancourt mais ne bénéficient pas d'une déclaration d'utilité publique instaurant leurs périmètres de protection,
- que ces captages exploitent le même aquifère que ceux du champ captant à des débits très inférieurs et que par conséquent les périmètres de protection établis pour le champ captant d'Auménancourt sont adaptés à une protection efficace contre les pollutions accidentelles des captages d'Auménancourt et Saint Etienne sur Suippe ;
- qu'il convient de protéger les ressources en eau d'Auménancourt et Saint Etienne sur Suippe et que dès lors la mise en place des périmètres de protection autour de ces forages ainsi que les mesures envisagées constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine ;
- que par conséquent, la mise en place de périmètres de protection autour de ces captages est indispensable à la préservation de la qualité de l'eau distribuée aux collectivités,

- qu'il y a donc lieu de modifier l'arrêté préfectoral du 22 mars 2005,

Sur la proposition du Délégué Territorial Départemental de la Marne de l'Agence Régionale de Santé Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et du Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne,

ARRETE

ARTICLE 1 : Déclaration d'Utilité Publique

L'arrêté préfectoral du 22 mars 2005 est modifié comme suit dans son article 1 :

Le champ captant de la Communauté d'Agglomération Reims Métropole situé sur les communes d'Auménancourt et Saint Etienne sur Suipe est constitué des captages d'indices de classement suivants : P1 : 108-6X-0016 ; P2 : 108-6X-0038 ; P3 bis : 108-6X-0046 ; P4 bis : 108-6X-0047 auxquels il convient d'ajouter les captages d'indices de classement suivants : forage alimentant la commune de Saint Etienne sur Suipe : 108-6X-0012 ; forage alimentant la commune d'Auménancourt : 108-6X-0033.

Sont déclarées d'utilité publique :

- la création des périmètres de protection des captages d'eau potable situés sur la commune d'Auménancourt dont les périmètres immédiats sont :

- pour les puits P1 (108-6X-0016), P2 (108-6X-0038), le captage alimentant la commune de Saint Etienne sur Suipe (108-6X-0012) et le captage alimentant la commune d'Auménancourt (108-6X-0033) : parcelles n° 184, 25, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58 et 59 lieudit « Le Chemin de Guerlet » section B ;
- pour les puits P3 bis (108-6X-0046) et P4 bis (108-6X-0047) : parcelles n° 132, 129, 128, 127, 130 et 131 lieudit « Les Grands Coupons » section B et parcelle n° 189 lieudit « Les Courtes Mains » section B ;

- l'acquisition des terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate des captages susmentionnés,

- l'imposition des servitudes en ce qui concerne les périmètres de protection rapprochée et éloignée, tels qu'ils figurent sur les plans et états parcellaires.

ARTICLE 2 : Prélèvement

L'arrêté préfectoral du 22 mars 2005 est modifié comme suit dans son article 3 :

La Communauté d'Agglomération Reims Métropole, les communes d'Auménancourt et Saint Etienne sur Suipe sont autorisées à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du champ captant à partir des captages d'indices 108-6X-0012 ; 108-6X-0016 ; 108-6X-0033 ; 108-6X-0038 ; 108-6X-0046 et 108-6X-0047 situé sur les communes d'Auménancourt et Saint Etienne sur Suipe, à des fins de consommation humaine.

Les débits maximum d'exploitation autorisés ne pourront excéder 20 000 m³/j pour l'ensemble du champ captant.

La gestion des prélèvements sera adaptée au débit de la Suippe (Q), mesuré au niveau de la station hydrologique d'Orainville. Elle est la suivante :

Conditions d'étiage	Q > 1,7 m³/s	Q < 1,7 m³/s	Q < 0,74 m³/s	Q < 0,44 m³/s	Assec
Puits en activité	P1, P2, P3 bis et P4 bis	P1, P2, P3 bis	P1, P2	P1 ou P2	aucun
Prélèvement maximal autorisé	20 000 m³/j	20 000 m³/j	10 000 m³/j	5 000 m³/j	0

ARTICLE 3 : Définition des périmètres de protection

L'arrêté préfectoral du 22 mars 2005 est modifié comme suit dans son article 6 :

Il est établi autour des captages deux périmètres de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée en application des dispositions des articles L.1321-2 et L.1321-3 du Code de la Santé Publique, conformément aux indications du plan et des états parcellaires.

Les périmètres de protection immédiate, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, seront clôturés conformément au plan parcellaire.

Les superficies sont :

- périmètre de protection immédiate où sont localisés les forages alimentant les communes d'Auménancourt (108-6X-0033) et de Saint Etienne sur Suippe (108-6X-0012), le forage P1 (108-6X-0016) et le forage P2 (108-6X-0038) : 6 ha 21 a 01 ca sur la commune d'Auménancourt
- périmètre de protection immédiate où sont localisés les forages P3 bis (108-6X-0046) et P4 bis (108-6X-0047) : 1 ha 53 a 88 ca sur la commune d'Auménancourt
- périmètre de protection rapprochée : 109 ha 48 a 88 ca sur les communes d'Auménancourt et de Saint Etienne sur Suippe
- périmètre de protection éloignée : 90 ha 35 a 28 ca sur les communes d'Auménancourt et de Saint Etienne sur Suippe

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex).

Un recours administratif peut suspendre le délai du recours contentieux, s'il est formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte, selon une des formes suivantes :

- recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Marne – 38 rue Carnot 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE,
- recours hiérarchique, adressé au Ministère en charge de la santé – 8 avenue de Ségur 75350 PARIS 07 SP.

Le recours contentieux court à compter de la décision explicite ou implicite (au terme d'un délai de deux mois) de rejet du recours administratif.

ARTICLE 5 : Diffusion et Information

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine,
- au Directeur de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie,
- au Président du Conseil Départemental de la Marne,
- à l'Hydrogéologue agréé coordonnateur,
- au Président de la Chambre d'Agriculture de la Marne.

ARTICLE 6 : Exécution

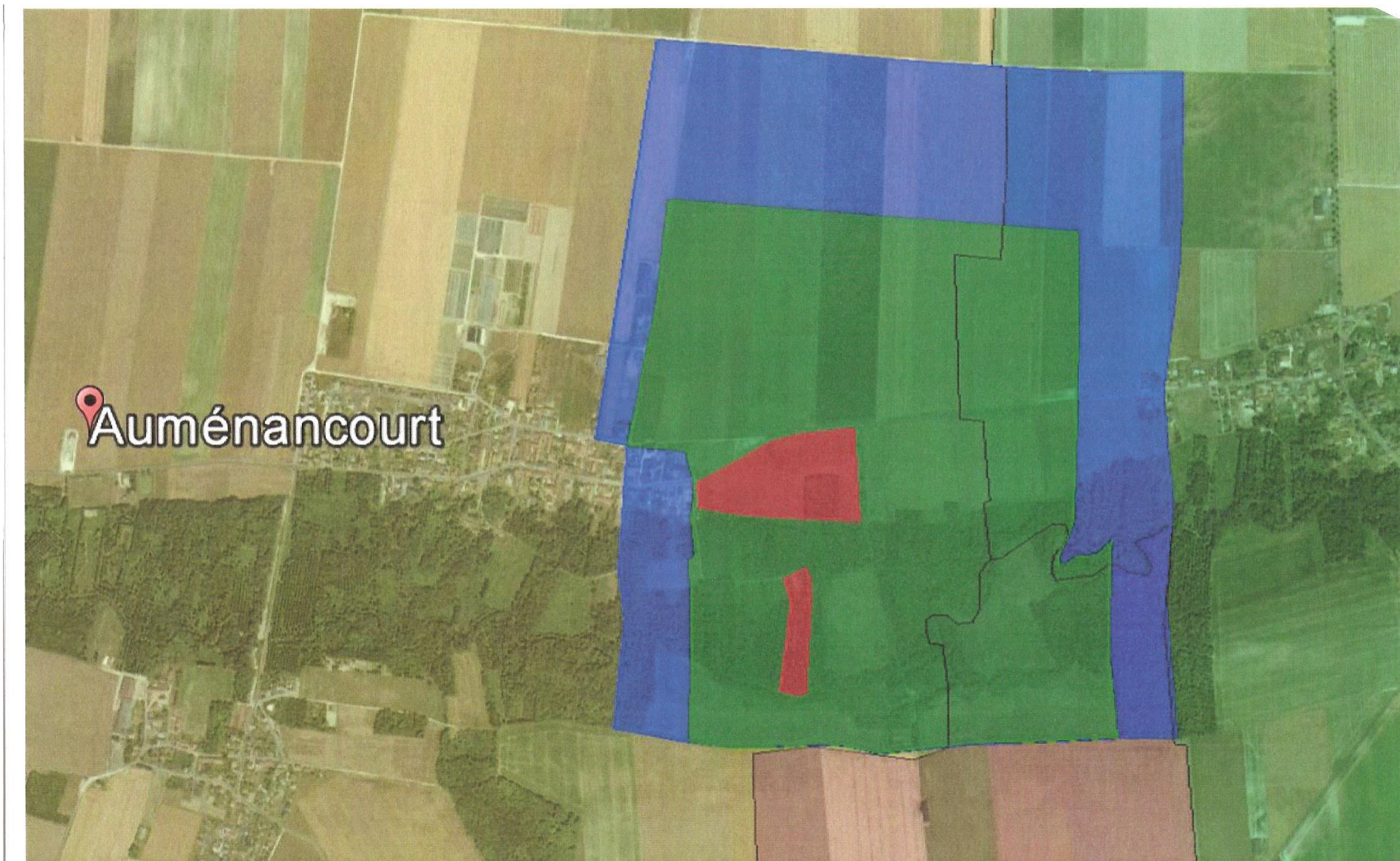
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Reims, le Délégué Territorial Départemental de la Marne de l'Agence Régionale de Santé Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, le Directeur Départemental des Territoires de la Marne, le Président de la Communauté d'Agglomération Reims Métropole, les maires des communes d'Auménancourt et de Saint Etienne sur Suippe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Marne.

A Châlons-en-Champagne, le **- 9 SEP. 2016**

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Denis GAUDIN



préfecture de la Marne



Service Urbanisme
Cellule Planification et Légality
40 Bd Anatole France
51 000 Châlons-en-Champagne

Date: Juin 1984

Mise à jour:
Septembre 2016

Plan d'Occupation des Sols

Commune de

SAINT-ETIENNE-SUR-SUIPPE

Vu pour être annexé à
l'arrêté de la commune
de St-Etienne-sur-Suippe
constatant la mise à jour
du POS

Le Maire, en date du:

PLAN DES SERVITUDES

Mise à jour AS1

échelle : 1/10 000

SERVITUDES_MAJ_SAIN-
ETIENNE-SUR-SUIPPE.WOR

LEGENDE

AVERTISSEMENT



Certaines servitudes ne sont pas reportées sur la carte faute de réponses des gestionnaires de la ou des servitude(s).

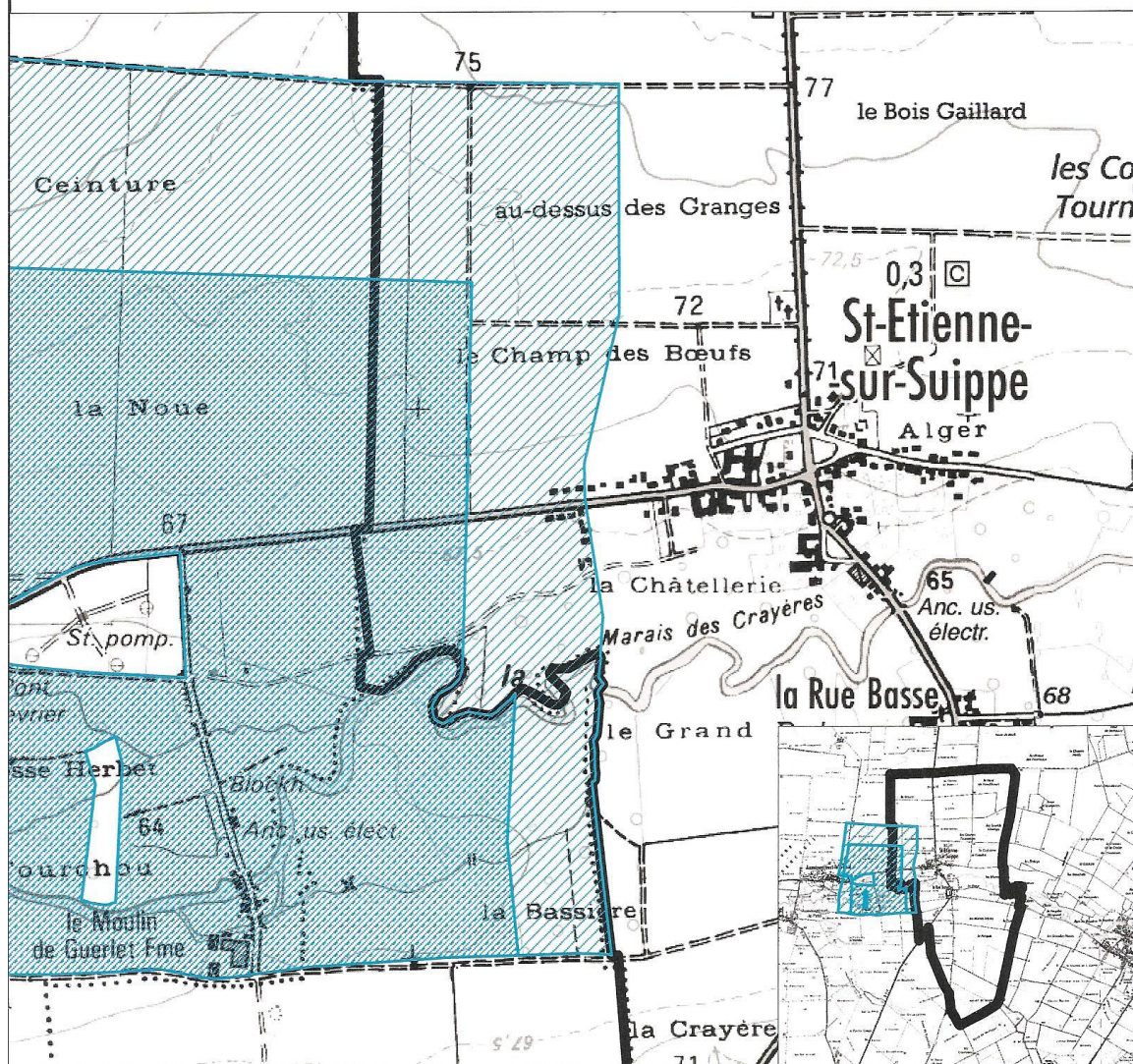
La présente carte n'a qu'une valeur informative.

REPRODUCTION INTERDITE

Source: ©IGN-SCAN25®



AS1 Conservations des eaux - Servitudes résultant de l'instauration de périmètre de protection des eaux

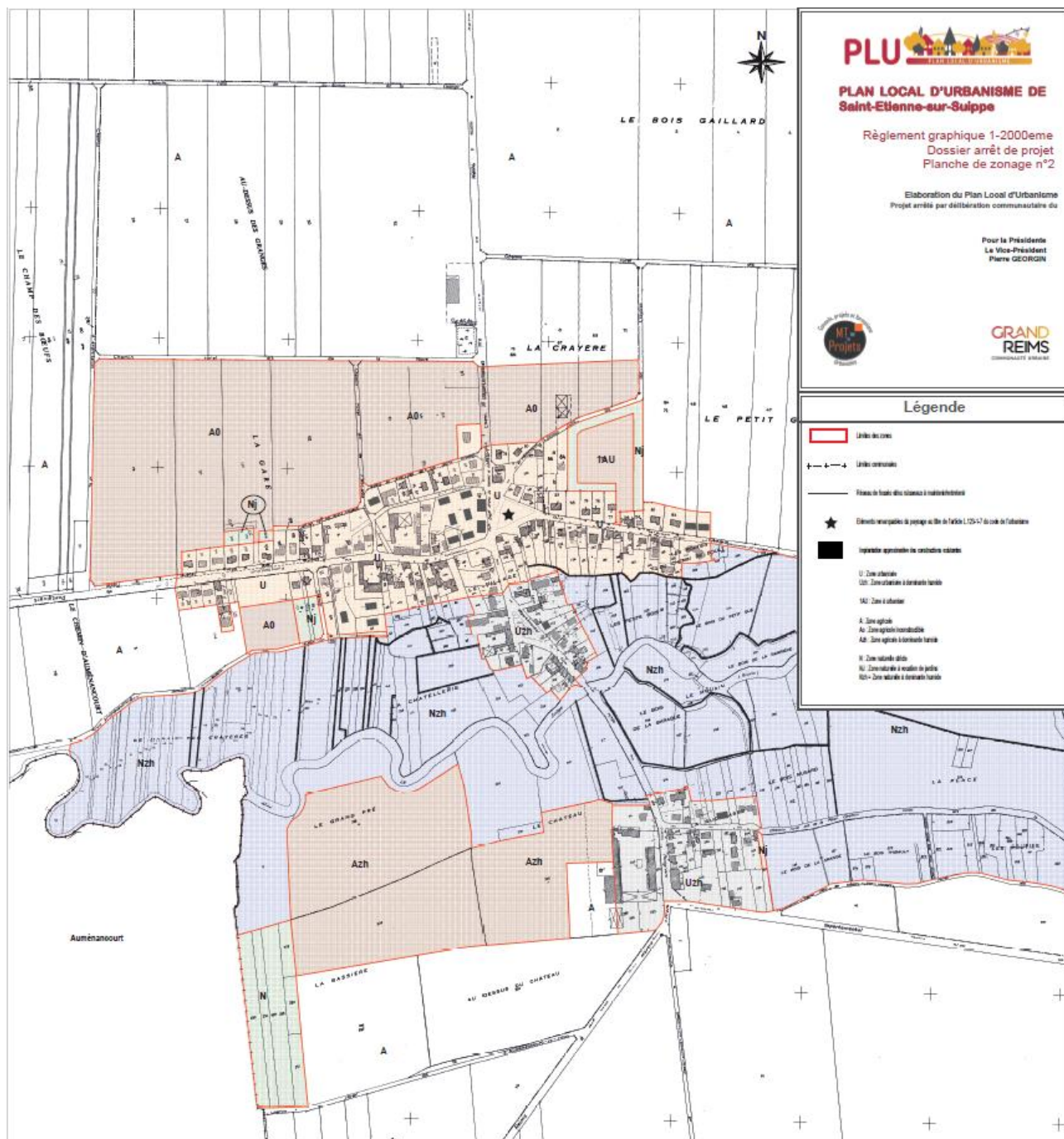


ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-52 DU CODE DE L'URBANISME

	Nom de l'annexe	Appliquée
1	Les périmètres délimités par une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent dans lesquels l'article L. 111-16 ne s'applique pas	
2	Le plan d'exposition au bruit des aérodromes, établi en application de l'article L. 112-6	
3	Les périmètres d'intervention délimités en application de l'article L. 113-16 pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains	
4	Le périmètre des zones délimitées en application de l'article L. 115-3 à l'intérieur desquelles certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable	
5	Les schémas d'aménagement de plage prévus à l'article L. 121-28	
6	L'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au 1° de l'article L. 122-12	
7	Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles L. 211-1 et suivants, ainsi que les périmètres provisoires ou définitifs des zones d'aménagement différé	Oui
8	Les zones d'aménagement concerté	
9	Les secteurs sauvegardés, délimités en application des articles L. 313-1 et suivants	
10	Le périmètre des secteurs dans lesquels un programme d'aménagement d'ensemble a été approuvé en application de l'article L. 332-9 dans sa rédaction antérieure au 31 décembre 2010	
11	Le périmètre des secteurs relatifs au taux de la taxe d'aménagement, en application de l'article L. 331-14 et L. 331-15	Oui
12	Le périmètre des secteurs affectés par un seuil minimal de densité, en application de l'article L. 331-36	
13	Les périmètres fixés par les conventions de projet urbain partenarial mentionnées à l'article L. 332-11-3	
14	Les périmètres à l'intérieur desquels l'autorité compétente peut surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation en application de l'article L. 424-1	

LES PERIMETRES A L'INTERIEUR DESQUELS S'APPLIQUE LE DROIT DE PREEMPTION URBAIN DEFINI PAR LES ARTICLES L. 211-1 ET SUIVANTS, AINSI QUE LES PERIMETRES PROVISOIRES OU DEFINITIFS DES ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE

Le droit de préemption urbain est institué sur l'ensemble des zones U et AU situées aux plans de zonage.



LE PERIMETRE DES SECTEURS RELATIFS AU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 331-14 ET L. 331-15

La taxe d'aménagement est instituée à taux fixe sur le territoire communal à la date d'approbation du présent PLU.

ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-53 DU CODE DE L'URBANISME

	Nom de l'annexe	Appliquée
1	Les périmètres de développement prioritaires délimités en application de l'article L. 712-2 du code de l'énergie	
2	Les périmètres d'interdiction ou de réglementation des plantations et semis d'essences forestières délimités en application de l'article L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime	
3	Les périmètres miniers définis en application des livres Ier et II du code minier	
4	Les périmètres de zones spéciales de recherche et d'exploitation de carrières et des zones d'exploitation et d'aménagement coordonné de carrières, délimités en application des articles L. 321-1, L. 333-1 et L. 334-1 du code minier	
5	Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement, les prescriptions d'isolement acoustique édictées et la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés	
6	Le plan des zones à risque d'exposition au plomb	
7	Les bois ou forêts relevant du régime forestier	
8	Les zones délimitées en application de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales et les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets	Oui
9	Les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement	
10	Les secteurs d'information sur les sols en application de l'article L. 125-6 du code de l'environnement	

LES ZONES DELIMITEES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2224-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET LES SCHEMAS DES RESEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT ET DES SYSTEMES D'ELIMINATION DES DECHETS, EXISTANTS OU EN COURS DE REALISATION, EN PRECISANT LES EMPLACEMENTS RETENUS POUR LE CAPTAGE, LE TRAITEMENT ET LE STOCKAGE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION, LES STATIONS D'EPURATION DES EAUX USEES ET LE STOCKAGE ET LE TRAITEMENT DES DECHETS

3.1 TRAITEMENT ET STOCKAGE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION ET STATION D'EPURATION DES EAUX USEES

L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'assainissement est individuel dans la commune. Cf le règlement du SPANC en annexe du PLU.

3.2 L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable de la commune est assurée à partir d'un forage situé dans les champs captant de la commune d'Auménancourt. Cette ressource bénéficie d'une déclaration d'utilité publique depuis le 16 décembre 1977.

De plus, une partie des périmètres de protection de ces champs captant utilisés pour l'alimentation en eau potable de la ville de Reims empiète sur le territoire de Saint-Etienne-sur-Suippe.

L'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique en date du 22 mars 2005 arrête les périmètres de protection autour de ce captage.

Le zonage du PLU prendra en compte ces périmètres en considération et le règlement d'urbanisme de ces zones concertées soient compatible avec la protection de la ressource en eau de la commune.

L'eau est de bonne qualité selon l'ARS Champagne-Ardenne.

3.2.3 SURVEILLANCE DU RESEAU

L'alimentation en eau potable n'est pas vulnérable aux risques d'inondation. Aucune décharge n'est présente sur le territoire du captage

3.2.3 LES BESOINS EN EAU

Actuellement, la réserve d'eau brute et la capacité de production du captage semblent suffisantes.

3.3 TRAITEMENT ET SYSTEME D'ELIMINATION DES DECHETS

Qui est compétent ?

LE SYCODEC

Nombre d'habitants desservis ?

Pour l'année 2015, le SYCODEC dessert 298 habitants pour Saint-Etienne-sur-Suippe

Nombre de communes desservies si compétence intercommunale ?

Le SYCODEC organise la collecte des déchets ménagers de 71 communes.

Sur quoi s'exerce la compétence ?

Le SYCODEC gère la collecte (en porte-à-porte et en apport volontaire), la valorisation et de l'élimination des déchets des ménages et déchets assimilés ainsi que la construction de tous les ouvrages nécessaires à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des déchets.

Quels sont les axes d'organisation de la compétence ?

Déchets ménagers ?

Oui

Déchets professionnels (à quelle condition) ?

Oui, sous condition que l'entreprise ait un local sur le territoire du SYCODEC et dans la limite d'une prise en charge hebdomadaires de déchets assimilables à des déchets ménagers.

Taxe d'enlèvement des Ordures ménagères ?

Oui par la Communauté Urbaine du Grand Reims

Redevance spéciale sur les déchets assimilés ?

Non

Liste des services rendus aux habitants

La collecte des ordures ménagères résiduelles

Collecte en porte à porte ?

Oui la collecte des ordures ménagères résiduelles est effectuée en porte à porte.

Quelle fréquence (nombre de jours par semaine) ?

1 fois par semaine

Destination des déchets ?

Les ordures ménagères sont transportées par camions à l'usine de valorisation énergétique du SYVALOM (La Veuve-51).

La collecte séparative des emballages et papier à recycler

Collecte en porte à porte ?

Oui la collecte des emballages recyclables est effectuée en porte à porte.

Quelle fréquence (nombre de jours par semaine) ?

Un ramassage toutes les deux semaines.

En sacs ou en bacs ?

Les emballages recyclables sont collectés en sacs de tri.

Qui fournit les sacs ou les bacs ?

Les bacs sont achetés par le SYCODEC et mis à disposition des habitants par la commune.

Collecte du verre

Porte à porte ou apport volontaire ?

La collecte du verre est effectuée en apport volontaire.

Combien de colonnes sont implantées sur le territoire ?

Saint-Etienne-sur-Suipe = 2 conteneurs à verre.

A quelle fréquence les colonnes sont-elles vidées ?

1 fois par mois au minimum.

Collecte des encombrants

Porte à porte ?

Non, les encombrants ne sont pas collectés en porte à porte. L'administré doit les emmener en déchèterie.

Fréquence (nombre de fois par an ou par mois) ?

Il n'y a pas de fréquence vu que ce sont les administrés qui apportent les encombrants directement en déchèterie.

La collecte des déchets dangereux des ménages

Apport volontaire en déchèterie ou points de collecte ?

Les déchets dangereux des ménages sont collectés en apport volontaire en déchèterie.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques

Les déchèteries acceptent-elles ces déchets ?

Oui les déchèteries du SYCODEC acceptent ces déchets.

Les contenants

Qui gère les contenants ? (colonnes d'apport volontaire)

Le SYCODEC gère les contenants.

Les déchèteries

Nombre de déchèteries sur le territoire

Cabinet de conseils juridiques, projets et formations en urbanisme M.T. Projets

Il y a 10 déchèteries fixes sur le territoire géré par le SYCODEC dont une à Bazancourt.

Que collectent les déchèteries ?

Les déchets autorisés en déchèterie sont :

Les déchets verts

Les encombrants

Les gravats

Les métaux

Les papiers / cartons

Le verre

Les DEEE (Les déchets d'équipements électriques et électroniques)

L'huile de vidange

Les piles et accumulateurs

Les batteries usagées

Les ampoules, néons...

Les pots de peinture

Les solvants, les acides, les bases

Les bidons souillés

Les huiles alimentaires

Est-il possible d'obtenir les données chiffrées sur la collecte ?

Oui uniquement pour l'intercommunalité

Le traitement et la valorisation des déchets

Qui prend en charge le traitement et la valorisation des déchets ?

C'est le SYCODEC. Il délègue la compétence traitement des ordures ménagères au SYVALOM. Il fait valoriser les déchets ménagers recyclables par des prestataires privés

Nombre de tonnes incinérées par an = 7553 tonnes soit 212kg/hab/an

Destination de la valorisation ? Production d'électricité pour revente EDF et autoconsommation de l'unité de valorisation.

Type de déchets ? (ménagers, activités... ?)

Ordures ménagères

Centre de tri des déchets ménagers recyclables ?

Pour les déchets ménagers recyclables collectés au porte à porte : 1482 tonnes soit 50,65 kg/habitant/an.

Pour le verre : 1555 tonnes soit 53,14 kg/habitant/an.

Centre de tri des déchets industriels banals ?

Centre de tri pour les encombrants et le bois collectés en déchèterie.

Unité de compostage des déchets verts ?

Cabinet de conseils juridiques, projets et formations en urbanisme M.T. Projets

Pour les déchets verts collectés en déchèterie

Unité de recyclage pour les cartons et les métaux collectés en déchèterie.

Quelle est le pourcentage de chaque type de valorisation des déchets ?

100%

Quelles sont les grandes orientations de la Commune / Intercommunalité pour la gestion des déchets dans les années à venir ?

Les grandes orientations sont de réduire la part non valorisable, non recyclable des déchets.

Investissements ?

La réhabilitation des déchèteries du territoire.

CONCERNANT LA COMMUNE :

Fréquence de la collecte ? (nombre de fois par semaine)

Les ordures ménagères sont collectées une fois par semaine.

Fréquence de la collecte sélective ? (nombre de fois par semaine)

La collecte sélective est collectée une fois toutes les deux semaines.

Papier : apport volontaire ou collecte (fréquence) ?

Le papier est collecté en porte à porte, en même temps que les emballages recyclables une fois toutes les deux semaines.

Plastique : apport volontaire ou collecte (fréquence) ?

Le plastique est collecté en porte à porte, en même temps que le papier une fois toutes les deux semaines.

Emballages cartons : apport volontaire ou collecte (fréquence) ?

Les cartons sont en apport volontaire en déchèteries.

Encombrants en porte à porte : fréquence

Le SYCODEC n'a pas de service d'encombrants en porte à porte.